Enfouissement : Près de Bure, les opposants au nucléaire occupent la forêt que veut détruire l'Andra

jeudi 30 juin 2016, par D'ALLENS Gaspard (Date de rédaction antérieure : 29 juin 2016).

Près de Bure, les opposants au nucléaire occupent la forêt que veut détruire l'Andra
Après une première semaine d'occupation, les opposants antinucléaires au projet Cigéo de l'Andra défendent la forêt de Mandres-en-Barrois. Ils habitent des cabanes, construisent des barricades et font pousser des potagers malgré la menace d'une expulsion imminente. Le lieu se veut un point de ralliement du mouvement contre la poubelle nucléaire.

Mandres-en-Barrois (Meuse), reportage

Mardi 28 juin, huitième jour d'occupation, il est 9 heures. La brume matinale se lève entre les champs de céréales. Une fourgonnette de gendarmerie s'approche de la lisière du bois Lejuc, à Mandres-en-Barrois. Un huissier descend de la voiture un document à la main pour apporter « l'ordonnance d'expulsion immédiate ». Puis repart.

Dans la forêt, la quarantaine d'occupants s'organise et relance les réseaux. « S'ils nous expulsent, on reviendra encore plus déterminé ! » disent-ils. Un tract est rédigé pour appeler au blocage des chantiers dès le lendemain de l'expulsion et à une manifestation de réoccupation samedi 2 juillet. « Ils nous trouveront toujours face à eux sur le terrain. »

Deux jours auparavant, l'atmosphère était différente. Les opposants au projet de poubelle nucléaire Cigéo venaient de fêter la première semaine d'occupation du bois Lejuc avec un pique-nique convivial, un concert, une ballade et de multiples chantiers. Rassemblant près de cent cinquante personnes, associations, habitants, collectifs, la journée avait donné des ailes. Des cuistots préparaient des frites maisons tandis qu'un maraîcher du coin apportait de nombreux plants de potimarrons, de choux, et de tomates. La terre forestière retournée faisait un excellent terreau pour le tout nouveau potager. Certains voulaient aussi construire une éolienne, d'autres commençaient des cabanes dans les arbres. La vie collective s'organisait peu à peu, son autonomie aussi.

« Quelque chose d'inédit dans la lutte contre la poubelle nucléaire »

Mais l'ordre d'expulsion, mardi matin, est venu rappeler la précarité de la situation. Les occupants s'attellent désormais à renforcer les barricades, faites des barbelés que l'Andra (Agence nationale pour la gestion des déchets radioactifs) avait érigé le long de la forêt. Les occupants sont décidés à résister aux assauts des forces de l'ordre même s'ils ressentent une certaine vulnérabilité. « Toute la semaine, on a alterné entre un sentiment d'extrême fragilité — à cause de la pluie, des flics — et un sentiment de puissance. Enfin, on bloquait les travaux, nous habitons en lieu et place du projet Cigéo », dit une occupante.

Un militant historique, Claude Kaiser, témoigne : « Avec cette occupation, il y a quelque chose

d’inédit dans la lutte contre la poubelle nucléaire. Voir l’énergie qui se dégage de cette mobilisation, ça nous donne du baume au cœur ! En même temps, il y a urgence. » Depuis un mois, l’Andra avance à grand pas, dans l’irrégularité et le conflit d’intérêt.

La loi visant à donner une existence légale à Cigéo (Centre industriel de gestion des déchets radioactifs) va être examinée à l’Assemblée Nationale le 11 juillet. L’Andra n’a même pas attendu le vote de la loi pour commencer ses travaux préparatoires au projet d’enfouissement de déchets nucléaires.

Lorsque les occupants ont libéré le bois de Mandres-en-Barrois, ils ont découvert, avec stupéfaction, l’étendue de la déforestation et ont décidé de porter plainte. Selon leur avocat, Maitre Étienne Ambroselli, « les travaux ont débuté sans aucune autorisation préalable de la préfecture ». La double clôture, la vaste plateforme grillagée ainsi que le stockage de matériaux de forage ne sont pas des équipement liés à la gestion de la forêt : « Ces travaux sont en violation du plan de gestion du bois Leduc établi par l’Office national des forêts jusqu’en 2018 et des engagements pris jusqu’au 31 décembre 2019 en raison des subventions obtenues pour la reconstitution des parcelles du bois sinistrées par la tempête de 1999 », affirme-t-il.

« Le lobby nucléaire, mis en difficulté sur d’autres projets comme l’EPR, a besoin d’aller vite sur ce dossier pour rassurer ses actionnaires », analyse un militant. Quitte à s’asseoir sur des règles juridiques élémentaires. Mais sur place, habitants et occupants refusent la résignation et ne veulent « rien lâcher ». Ils ont vécu disent-ils, « une semaine exaltante ». Des habitants de Mandres-en-Barrois ont dormi sur les barricades en prenant leur tour de garde. Ceux qui restaient chez eux faisaient la vigie en cas d’arrivée des camions de CRS. Des paysans de la Confédération paysanne ont fourni matériel de construction et nourriture tandis qu’un agriculteur du coin bloque l’accès avec ses tracteurs. Claudine, 75 ans, habitante de Mandres-en-Barrois, a défié le barrage de police, qui contrôle chaque jour les identités et note les plaques d’immatriculation, pour venir déjeuner avec « les squatteurs ». Autour d’un grand repas collectif, elle a partagé ses meilleurs coins à champignons. « Les avriots poussent entre les taillis d’hêtres et de charmes, mais pour les trompettes, il faudra attendre septembre », dit-elle.

Selon les opposants à Cigéo, la forêt est plus libérée qu’occupée. Dans un tract, ils écrivent qu’elle « a retrouvé son usage collectif ». Elle appartient à tous et à toutes. Cette semaine, les affouagistes sont venus récupérer leurs bois. Ludovic et Amélie étaient d’abord méfiants : « Les occupants masqués, cela fait peur. » Une fois dans les bois, les foulards tombent et des militants viennent les aider.

Sur l’ancienne plateforme de stockage des engins de déforestation, un grand préau a été construit en bois massif, « qui se veut lieu de rencontre et de passage ».

Pour Régine, militante historique, membre de l’association Mirabel, « au milieu des bois, nous avons recréé un “couarail”. Ce mot désigne, dans le patois lorrain, le lien social. Les habitants s’y retrouvaient à la veillée pour bavarder à bâtons rompus, tout en cassant les noix, en travaillant la laine ou le cuir ».

Un équilibre doit être trouvé entre l’ouverture de la forêt aux habitants, aux promeneurs et sa fermeture aux « chiens de garde de l’Andra », vigiles, huissiers ou police. « Pour éviter les craintes ou les préjugés, nous cherchons à améliorer l’esthétique du lieu », assure Michelle. Des arbres ont été plantés, des tables de banquet construites. À l’entrée de la zone, un grand panneau de « Bienvenue » a été affiché avec une citation d’Henri David Thoreau : « Je rêve d’un peuple qui commencerait par brûler les clôtures et laisserait croître les forêts. »

Pour Michel, un occupant de la forêt, « se relier avec l'extérieur est essentiel. Nous ne sommes pas une bande isolée comme cherche à le caricaturer l'Andra. Notre action est le prolongement d'années de lutte sur le terrain ».

Les associations historiques, Bure Stop, Mirabel, Sortir du nucléaire, ont d'ailleurs lu dimanche 26 juin au cours de la fête une lettre de soutien où ils actent la complémentarité des moyens d'actions et leur pleine et entière solidarité. « Il n'y a pas d'un côté le manifestant masqué sur la barricade et de l'autre côté le citoyen pétitionnaire devant son écran, mais la construction d'un mouvement ouvert à tous ceux qui refusent la résignation devant un projet imposé d'en haut et la perte de ce qui fait la vie des populations au quotidien ».

Pour l'instant, le mouvement est encore en gestation. Mais nul doute que l'occupation du bois Lejuc sert de catalyseur. Cette forêt libérée pourrait devenir le point de ralliement pour tous celles et ceux qui sont opposés à « la poubelle nucléaire Cigéo et à son monde ».

Gaspard d'Allens (*Reporterre*)

P.-S.

* https://reporterre.net/Pres-de-Bure-les-opposants-au-nucleaire-occupent-la-foret-que-veut-detruire-l